SEANCE DU CONSEIL DU 05 DÉCEMBRE 2016 À 19H00

Présents

BOUCHAT, Bourgmestre
PIERARD, NGONGANG, GREGOIRE, Mme BURON, Mme PIHEYNS, Echevins
DE MUL Président CPAS
HANIN, LESPAGNARD, FRERE, Mme DEMASY, Mme COURARD, Mme
LESCRENIER, DALAIDENNE, DESERT, Mme BONJEAN-PAQUAY, Mme
PONCIN-HAINAUX, Mme MAROT-LOISE, SALPETEUR, LEMPEREUR, MOLA,
CHARPENTIER, Mme MBUZENAKAMWE, COLLIN, Mme CALLEGARO,
Conseillers
LECARTE, Directeur général

Conseillère absente en début de séance et arrivée en cours de séance :
Madame Carine BONJEAN

SEANCE PUBLIQUE

1. Approbation du procès-verbal de la séance précédente

Le procès-verbal de la séance du 07 novembre 2016 est approuvé conformément à l'article L-1122-16 du CDLD et aux articles 44 et 45 du Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal.

2. Travaux - Rénovation du piétonnier Place du Roi Albert à 6900 Marche - Approbation des conditions, du mode de passation et des bureaux d'étude à consulter

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision de principe du conseil communal du 7 novembre 2016 approuvant le principe de "Rénovation du piétonnier Place du Roi Albert à 6900 Marche "

Considérant le cahier des charges N° AL-LM-01.10.11.2016 relatif à ce marché établi par le Service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 75.000,00 € hors TVA ou 90.750,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget 2017 ;

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget, le crédit sera ajusté en fonction du budget de la mission ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier est exigé, le Directeur financier a rendu un avis de légalité en date du 17 novembre 2016;

DECIDE A L'UNANIMITE

- D'approuver le cahier des charges N° AL-LM-01.10.11.2016 et le montant estimé du marché "Rénovation piétonnier Place du Roi Albert à 6900 Marche", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 75.000,00 € hors TVA ou 90.750,00 €, 21% TVA comprise.

- De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

- De consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publicité :

- Services Provinciaux Techniques, square Albert 1er à 6700 ARLON
- ARCADIS Belgium SA, rue des Guillemins 26 à 4000 LIEGE
- GESPLAN Bureau d'études, rue de la Gendarmerie 71A à 4141 Louveigné.

- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget 2017.

3. Travaux - Entretien extraordinaire de la voirie communale en 2015 - Approbation décompte final et réception provisoire

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision du conseil communal du 5 octobre 2015 approuvant les conditions, le montant estimé et le mode de passation (adjudication ouverte) du marché "Entretien extraordinaire de la voirie communale en 2015." ;

Vu la décision du Collège communal du 21 décembre 2015 relative à l'attribution de ce marché à Ets LAMBRY, rue de France 79 à 5580 Rochefort pour le montant d'offre contrôlé de 308.426,90 € hors TVA ou 373.196,55 €, TVA comprise ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N° Voiries 2015. ;

Considérant que l'auteur de projet, Services Provinciaux Techniques, square Albert ler à 6700 ARLON a établi le décompte final, d'où il apparaît que le montant final des travaux s'élève à 437.895,58 € TVAC, détaillé comme suit :

Estimation		€ 392.640,12
Montant de commande		€ 308.426,90
Décompte QP (en plus)	+	€ 53.470,28
Déjà exécuté	=	€ 361.897,18
Révisions des prix	+	€ 0,00
Total HTVA	=	€ 361.897,18
TVA	+	€ 75.998,40
TOTAL	=	€ 437.895,58

Considérant que le décompte final dépasse le montant d'attribution du marché de 17,34 % ;

Attendu que des travaux supplémentaires et indispensables (rue du Viaduc à Marche, rue de la Paix à Hollogne, Vieille route de Liège à Marche, rue du Calvaire à Verdenne) ont été effectués afin de terminer correctement les chantiers entrepris ;

Considérant que Ets LAMBRY, rue de France 79 à 5580 Rochefort a satisfait à ses obligations ;

Considérant que l'auteur de projet, Services Provinciaux Techniques, square Albert ler à 6700 ARLON a rédigé le procès-verbal de réception provisoire du 8 novembre 2016 ;

Considérant la remarque suivante, mentionnée dans le procès-verbal de réception provisoire ci-joint :
Réparation (pose d'une manchette) de la rupture de l'assemblage des tuyaux PVC à 4 m à partir de la CV3 dans le sens de l'écoulement (voir page 36-38/51 du rapport d'inspection télévisée n°E130 016 réalisé par le laboratoire Pineur d'Avin). ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 42142/735-60 (n° de projet 20150009) ;

DECIDE A L'UNANIMITE

- D'approuver le décompte final du marché "Entretien extraordinaire de la voirie communale en 2015.", rédigé par l'auteur de projet, Services Provinciaux Techniques, square Albert 1er à 6700 ARLON, pour un montant de 361.897,18 € hors TVA ou 437.895,58 €, 21% TVA comprise.

- De réceptionner provisoirement ce marché.

- La première moitié du cautionnement de 15.430,00 € pourra être libérée, dès que la remarque de la réception provisoire sera levée ;

- La première moitié du cautionnement complémentaire pourra également être libérée.

- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 42142/735-60 (n° de projet 20150009).

4. Patrimoine - Synergie avec le CPAS - Convention avec l'Intercommunale Pure de Financement du Hainaut (I.P.F.H.) – Achats groupés gaz et électricité

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la délibération du 12 février 2007, par laquelle le Conseil communal a décidé :
« Article 1 :

De participer à la centrale d'achat d'énergie mise sur pied par l'Intercommunale Pure de Financement (I.P.F.H.) fonctionnant pour le compte des participants à prix de revient comptable, suivant le mode de répartition arrêté à l'annexe 4
« Méthodologie de répartition des coûts »

Article 2 :

D'acquérir l'électricité (basse et haute tension) et le gaz pour l'ensemble de ses points de fourniture, via la centrale d'achat d'énergie mise sur pied par l'Intercommunale Pure de Financement (I.P.F.H.)

Article 2 bis :

D'approuver la convention entre l'IPFH et la Ville de Marche-en-Famenne, participant à la Centrale d'Achat d'Energie»;

Attendu que la Ville est un adhérent à part entière à la Centrale d'achat d'énergie;

Qu'une convention a en effet été signée entre la Ville de Marche-en-Famenne et l'Intercommunale Pure de Financement du Hainaut le 23 février 2007;

Attendu que cette convention a été signée pour une durée de trois ans avec tacite reconduction;

Attendu que la Ville a été avisée, par courrier réceptionné le 9 novembre 2016, de l'attribution des nouveaux marchés de gaz MG-004(02) et d'électricité ME-004(2) de l'IPFH, pour la période s'étalant du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019, de la manière suivante :

* Pour le marché de l'électricité :

Lot 1 Basse tension : ENI gas & power

Lot 2 Eclairage public: ENI gas & power

Lot 3 Haute tension (MMR-YMR) à relève manuelle: EDF LUMINUS

Lot 4 Haute tension (AMR) à relève automatique : EDF LUMINUS

Lot 5 Haute tension (AMR) > 1.600.000 kWh/an : EDF LUMINUS
Lot 6 Société d'Habitations Sociales " Maisons vides": ENI gas & power
Lot 7 Aide au trading : non attribué

* Pour le marché du gaz :

Lot 1 Basse pression < 100.000 kWh/an : ENI gas & power
Lot 2 Basse pression > 100.000 kWh/an: EDF LUMINUS
Lot 3 Moyenne pression: EDF LUMINUS
Lot 4 Société d'Habitations Sociales "Maisons vides": ENI gas & power
Lot 5 Aide au trading : non attribué

Attendu que l'Intercommunale se charge elle-même de switcher les points de fourniture vers les bons lots en fonction de l'attribution des marchés;

Attendu que tous les bâtiments faisant partie du patrimoine de la Ville sont alimentés en gaz et électricité selon cette Centrale d'achat d'énergie;

Attendu que pour les bâtiments de l'Hôtel de Ville, le Service travaux supervise les consommations et s'assure qu'il n'y a pas de surconsommation ou d'erreurs quelconques lors de la facturation pour la répartition des charges entre la Ville et le CPAS;

Attendu que, dans le cadre des synergies à mettre en place entre la Ville et le CPAS, le Service travaux de la Ville propose d'assurer aussi le suivi des autres points de fournitures du CPAS afin de superviser les consommations, de s'assurer qu'il n'y a pas de surconsommation afin de repérer d'éventuelles anomalies;

Attendu que la gestion administrative et technique resterait de la compétence propre et entière du CPAS pour ses points de fourniture, la synergie visant uniquement le « suivi énergétique » qui serait alors confié au Service énergie du Service travaux de la Ville, représenté actuellement par Monsieur Bruno GOFFINET;

Attendu que, pour la mise en place de cette synergie, il est proposé qu'il soit demandé aux fournisseurs du CPAS d'adresser une copie des factures au Service travaux de la Ville et que le CPAS informe conjointement la Ville de tous nouveaux points de raccordement;

DECIDE A L'UNANIMITE

- De suivre la convention entre l'Intercommunale Pure de Financement (I.P.F.H.) et la Ville pour la fourniture d'énergie (électricité et gaz) de 2017 à 2019 avec la possibilité de mettre fin à cette convention pour 2020 avec envoi par recommandé en juin 2019.
- Dans le cadre des synergies et économies d'échelle entre la Ville et le CPAS, de confier au Service travaux de la Ville, le suivi énergétique dans le cadre de la convention passée avec l'IPFH (appelée désormais IGRETEC) relative à la participation du CPAS à la Centrale d'achat d'énergie; étant entendu que la gestion administrative et technique reste de la compétence propre et entière du CPAS.

**5. Aménagement du Territoire - Modification de voiries communales -
Création d'une voirie rue Américaine - Approbation**

Le Conseil communal, A L'UNANIMITE, décide de reporter ce point.

6. Personnel - Réception de 56 points APE émanant du CPAS pour l'année 2017

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la délibération du Collège communal du 23 novembre 2015 marquant son accord sur la réception de points APE émanant du CPAS à savoir l'octroi de 56 points APE et ce, à partir du 1er janvier 2016 jusqu'au 31 décembre 2016 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 décembre 2015 marquant son accord sur la réception de points APE émanant du CPAS à savoir l'octroi de 56 points APE et ce, à partir du 1er janvier 2016 jusqu'au 31 décembre 2016 ;

Vu la délibération du Collège communal du 19 septembre 2016 décidant de prolonger la réception de 56 points APE du CPAS pour l'année 2017 ainsi que la cession de 42 points APE vers la RESCAM pour la même période, dans le prolongement de sa décision du 23 novembre 2015 ;

Vu la circulaire ministérielle du 27 octobre 2016 du SPW relative au calcul des points APE pour 2017 confirmant que les 277 points APE dont la Ville a bénéficié en 2016 seront reconduits automatiquement en 2017 ;

Considérant que les décisions de cessions/réception pour l'année 2017 devront être sollicitées auprès du SPW pour le 30 novembre 2016 au plus tard ;

Vu la décision du Conseil du Centre Public de l'Action Sociale du 22 novembre 2016 prolongeant, à nouveau, soit pour 2017, la cession de 56 points A.P.E. au profit de l'administration communale de Marche-en-Famenne ;

DECIDE par 18 VOIX POUR et 3 ABSTENTIONS

De marquer son accord sur la réception de points APE émanant du CPAS à savoir l'octroi de 56 points APE et ce, à partir du 1er janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2017.

7. CPAS - Tutelle - Personnel - Recrutement d'un Agent technique en vue d'une nomination définitive, fixation des conditions - Approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L-1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 18 octobre 2016 fixant les conditions de recrutement d'un Agent technique en vue d'une nomination définitive ;

Vu l'avis favorable du Directeur financier remis le 18 octobre 2016 ;

Considérant que les trois organisations syndicales ont été consultées et qu'elles ont marqué leur accord ;

Vu le décret wallon du 23 janvier 2014 publié au Moniteur Belge du 6 février 2014 modifiant certaines dispositions de la Loi organique des CPAS par lequel, à partir du 1er mars 2014, le Conseil communal devient l'autorité de Tutelle sur certains actes du CPAS comme les budgets, les comptes, les modifications budgétaires, le cadre du personnel, le statut administratif, ;

Considérant qu'il résulte de l'examen de ladite délibération qu'aucune des dispositions contenues dans la décision en cause n'est de nature à être considérée comme violant la loi ou blessant l'intérêt général ;

DECIDE PAR 18 VOIX POUR et 3 ABSTENTIONS

D'approuver la délibération du Conseil de l'action sociale du 18 octobre 2016 fixant les conditions de recrutement d'un Agent technique en vue d'une nomination définitive.

8. CPAS - Tutelle - Personnel - Recrutement d'un(e) aide-soignante en vue d'une nomination définitive, fixation des conditions - Approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L-1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 18 octobre 2016 fixant les conditions de recrutement d'un(e) Aide-soignante en vue d'une nomination définitive

Vu l'avis favorable du Directeur financier remis le 18 octobre 2016 ;

Considérant que les trois organisations syndicales ont été consultées et qu'elles ont marqué leur accord ;

Vu le décret wallon du 23 janvier 2014 publié au Moniteur Belge du 6 février 2014 modifiant certaines dispositions de la Loi organique des CPAS par lequel, à partir du 1er mars 2014, le Conseil communal devient l'autorité de Tutelle sur certains actes du CPAS comme les budgets, les comptes, les modifications budgétaires, le cadre du personnel, le statut administratif, ;

Considérant qu'il résulte de l'examen de ladite délibération qu'aucune des dispositions contenues dans la décision en cause n'est de nature à être considérée comme violant la loi ou blessant l'intérêt général ;

DECIDE PAR 18 VOIX POUR et 3 ABSTENTIONS

D'approuver la délibération du Conseil de l'action sociale du 18 octobre 2016 fixant les conditions de recrutement d'un(e) Aide-soignante en vue d'une nomination définitive.

9. CPAS - Tutelle - Personnel - Recrutement d'un(e) Directeur(trice) premier classe, à temps plein, de la Maison de Retraite et Soins Libert, d'une capacité de plus de 100 lits, en vue d'une nomination définitive, fixation des conditions - Approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L-1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 18 octobre 2016 fixant les conditions de recrutement d'un(e) Directeur(trice) premier classe, à temps plein, de

la Maison de Retraite et Soins Libert, d'une capacité de plus de 100 lits, en vue d'une nomination définitive ;

Vu l'avis favorable du Directeur financier remis le 18 octobre 2016 ;

Considérant que les trois organisations syndicales ont été consultées et qu'elles ont marqué leur accord ;

Vu le décret wallon du 23 janvier 2014 publié au Moniteur Belge du 6 février 2014 modifiant certaines dispositions de la Loi organique des CPAS par lequel, à partir du 1er mars 2014, le Conseil communal devient l'autorité de Tutelle sur certains actes du CPAS comme les budgets, les comptes, les modifications budgétaires, le cadre du personnel, le statut administratif, ;

Considérant qu'il résulte de l'examen de ladite délibération qu'aucune des dispositions contenues dans la décision en cause n'est de nature à être considérée comme violant la loi ou blessant l'intérêt général ;

DECIDE PAR 18 VOIX POUR et 3 ABSTENTIONS

D'approuver la délibération du Conseil de l'action sociale du 18 octobre 2016 fixant les conditions de recrutement d'un(e) Directeur(trice) premier classe, à temps plein, de la Maison de Retraite et Soins Libert, d'une capacité de plus de 100 lits, en vue d'une nomination définitive.

10. CPAS - Tutelle - Personnel - Recrutement d'un(e) Employé(e) d'administration en vue d'une nomination définitive, fixation des conditions - Approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L-1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 18 octobre 2016 fixant les conditions de recrutement d'un(e) Employé(e) d'administration en vue d'une nomination définitive ;

Vu l'avis favorable du Directeur financier remis le 18 octobre 2016 ;

Considérant que les trois organisations syndicales ont été consultées et qu'elles ont marqué leur accord ;

Vu le décret wallon du 23 janvier 2014 publié au Moniteur Belge du 6 février 2014 modifiant certaines dispositions de la Loi organique des CPAS par lequel, à partir du 1er mars 2014, le Conseil communal devient l'autorité de Tutelle sur certains actes du CPAS comme les budgets, les comptes, les modifications budgétaires, le cadre du personnel, le statut administratif, ;

Considérant qu'il résulte de l'examen de ladite délibération qu'aucune des dispositions contenues dans la décision en cause n'est de nature à être considérée comme violant la loi ou blessant l'intérêt général ;

DECIDE PAR 18 VOIX POUR et 3 ABSTENTIONS

D'approuver la délibération du Conseil de l'action sociale du 18 octobre 2016 fixant les conditions de recrutement d'un(e) Employé(e) d'administration en vue d'une nomination définitive.

11. **CPAS - Tutelle - Personnel - Recrutement d'un Travailleur social en vue d'une nomination définitive, fixation des conditions - Approbation**
LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L-1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 18 octobre 2016 fixant les conditions de recrutement d'un Travailleur social en vue d'une nomination définitive

Vu l'avis favorable du Directeur financier remis le 18 octobre 2016 ;

Considérant que les trois organisations syndicales ont été consultées et qu'elles ont marqué leur accord ;

Vu le décret wallon du 23 janvier 2014 publié au Moniteur Belge du 6 février 2014 modifiant certaines dispositions de la Loi organique des CPAS par lequel, à partir du 1er mars 2014, le Conseil communal devient l'autorité de Tutelle sur certains actes du CPAS comme les budgets, les comptes, les modifications budgétaires, le cadre du personnel, le statut administratif, ;

Considérant qu'il résulte de l'examen de ladite délibération qu'aucune des dispositions contenues dans la décision en cause n'est de nature à être considérée comme violant la loi ou blessant l'intérêt général ;

DECIDE PAR 18 VOIX POUR et 3 ABSTENTIONS

D'approuver la délibération du Conseil de l'action sociale du 18 octobre 2016 fixant les conditions de recrutement d'un travailleur social en vue d'une nomination définitive.

12. **Personnel - Cession de 42 points APE en faveur de la RESCAM pour l'année 2017**
LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la délibération du Collège communal du 23 novembre 2015 marquant son accord sur la cession de 42 points à la Régie Sportive Communale Autonome Marchoise (RESCAM) à partir du 1er janvier 2016 jusqu'au 31 décembre 2016 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 décembre 2015 marquant son accord sur la cession de 42 points à la Régie Sportive Communale Autonome Marchoise (RESCAM) à partir du 1er janvier 2016 jusqu'au 31 décembre 2016 ;

Vu la délibération du Collège communal du 19 septembre 2016 décidant de prolonger la réception de 56 points APE du CPAS pour l'année 2017 ainsi que la cession de 42 points APE vers la RESCAM pour la même période, dans le prolongement de sa décision du 23 novembre 2015 ;

Vu la décision du Comité de direction de la RESCAM du 10 octobre 2016 marquant son accord sur la réception de 42 points APE de la Ville de Marche-en-Famenne et ce, à partir du 1er janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2017 ;

Vu la circulaire ministérielle du 27 octobre 2016 du SPW relative au calcul des points APE pour 2017 confirmant que les 277 points APE dont la Ville a bénéficié en 2016 seront reconduits automatiquement en 2017 ;

Considérant que les décisions de cessions/réception pour l'année 2017 devront être sollicitées auprès du SPW pour le 30 novembre 2016 au plus tard ;

DECIDE A L'UNANIMITE

De marquer son accord sur la cession de 42 points à la Régie Sportive Communale Autonome Marchoise (RESCAM) à partir du 1er janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2017.

**13. Tourisme - Réforme des Maisons du Tourisme - Nouvelle Maison du
Tourisme - Approbation des statuts**

Madame la Conseillère BONJEAN entre en séance

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L-1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu le projet de décret du Parlement wallon du 9 novembre 2016 apportant diverses modifications aux législations concernant le Tourisme;

Vu la délibération du Conseil communal du 05 septembre 2016 ratifiant la décision du collège communal du 18 juillet 2016, selon laquelle les communes de Marche-en-Famenne, Beauraing, Houyet, Rochefort, Nassogne, Hotton et Durbuy seront regroupées et formeront une seule et même nouvelle Maison du Tourisme constituée en ASBL;

Vu le courrier du 20 septembre 2016 de Monsieur le Ministre Collin accusant réception de la délibération du 05 septembre 2016 précitée;

Attendu que les Conseils communaux des Villes concernées par cette fusion doivent valider les statuts de la nouvelle ASBL ainsi que le contrat programme;

DECIDE PAR 21 VOIX POUR et 1 ABSTENTION

D'approuver les statuts de la nouvelle Maison du Tourisme Famenne-Ardenne, en abrégé MT Famenne-Ardenne, repris ci-dessous:

L'association sans but lucratif qui fait l'objet des présents statuts a été fondée le quinze juin de l'an deux mille par :

M. Raymond Rossius, né le 16/05/26 à Rochefort, domicilié à 5580 Rochefort, rue de Gemeroye 55.

Mme Marie-Claude Lahaye-Absil, née le 17/02/46 à Hulsonniaux, domiciliée à 5560 Houyet, rue Saint Barthélemy 23.

M. Luc Toussaint, né le 04/12/38 à On, domicilié à 5580 Rochefort, rue de France 23.

M. Roland Marée, né le 12/09/47 à Ixelles, domicilié à 5580 Han-sur-Lesse, rue des Grottes 39.

M. Jean Dethise, né le 03/02/56 à Dinant, domicilié à 5560 Houyet, rue de la Station 3.

M. Michel Vankeerberghen, né le 17/04/54 à Bruxelles, domicilié à 5580 Han-sur-Lesse, rue des Bouleaux 32.

M. Albert Joris, né le 19/12/55 à Bure, domicilié à 5580 Han-sur-Lesse, rue des Chasseurs Ardennais 9.

M. Bruno Belvaux, né le 29/03/58 à Charleroi, domicilié à 5000 Namur, avenue Vauban 31.

Mme Fabienne Marot-Champion, née le 27/10/61 à Namur, domiciliée à 5580 Ave et Auffe, rue du Sourd d'Ave 5.

M. Christian Limbrée, né le 23/04/52 à Angleur, domicilié à 5540 Waulsort, rue de la chaussée 85.

M. José Tagnon, né le 24/10/49 à Dinant, domicilié à 5561 Celles, rue du Pîrli (Vêves) 5/2.

M. François Bellot, né le 08/02/54 à Jemelle, domicilié à 5580 Rochefort, rue de Préhyr 3.

sous le n° d'identification 227072000

Elle a pris pour dénomination « Maison du Tourisme du Val de Lesse ».

Les soussignés :

M. Marc Lejeune, né le à et domicilié
....., pour la Commune de Beauraing

M. Philippe Bontemps, né le à et domicilié
....., pour la Commune de Durbuy

M. Jacques Chaplier, né le à et domicilié
....., pour la Commune de Hotton

M. Yvan Petit, né le à et domicilié
....., pour la Commune de Houyet

M. André Bouchat, né le 21 juillet 1939 à Waha et domicilié à Marche-en-Famenne, pour la Commune de Marche-en-Famenne

M. Marc Quiryren, né le à et domicilié
....., pour la Commune de Nassogne

Mme Corine Mullens, née le à et domiciliée
....., pour la Commune de Rochefort

ont décidé de procéder à la modification coordonnée des statuts de ladite association, conformément aux dispositions nouvelles de la loi du 27 juin 1921, telle que modifiée par les lois des 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les

associations internationales sans but lucratif et les fondations, et du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréées et portant diverses dispositions, de la manière suivante :

TITRE 1er - Dénomination, siège social

Article 1er

L'association est dénommée «Maison du Tourisme Famenne-Ardenne» en abrégé « MT Famenne-Ardenne».

Article 2

Son siège social est établi Place aux foires, 25 à 6940 Durbuy, dans l'arrondissement judiciaire de Marche-en-Famenne. Toute modification du siège social devra être publiée dans le mois de sa date aux annexes du Moniteur belge.

TITRE 2 – But et durée

Article 3

L'association a pour buts : l'information et l'accueil des touristes et excursionnistes, le soutien des activités touristiques de son ressort territorial, la promotion des opérateurs touristiques de son ressort territorial, l'animation touristique ainsi que l'organisation et le développement touristique du territoire.

Le ressort territorial de la Maison du Tourisme comprend les communes de Beauraing, Durbuy, Hotton, Houyet, Marche-en-Famenne, Nassogne et Rochefort.

Elle peut accomplir tous les actes se rapportant indirectement ou directement à son objet. Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son objet.

Article 4

La durée de l'association est illimitée.

Le premier exercice prend cours ce jour pour finir le 31 décembre 2017. Les exercices suivants débiteront et se termineront respectivement les 1er janvier et 31 décembre de chaque année civile.

L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de l'association que si les deux tiers de ses membres sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, il pourra être convoqué dans un délai de quinze jours une seconde assemblée qui délibérera valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. Aucune décision concernant la dissolution ne sera adoptée que si elle recueille quatre cinquièmes des votes des membres présents ou représentés.

TITRE 3 - Membres

Article 5

L'association est composée de membres effectifs et de membres adhérents. Il peut être admis des membres d'honneur.

Le nombre de membres effectifs ne peut être inférieur à trois. Seuls les membres effectifs jouissent de la plénitude des droits accordés aux membres par la loi et les présents statuts.

Pour les représentants communaux à l'assemblée générale : ceux-ci sont désignés proportionnellement au conseil communal qui les envoie selon la formule arithmétique suivante : le nombre de conseillers élus sur une liste est multiplié par le nombre de représentants à l'assemblée générale dévolu à la commune divisé par le nombre total de conseillers communaux.

Les chiffres entiers correspondent au nombre de représentant attribués à chaque liste. Les sièges non répartis sont attribués aux fractions les plus élevées (en cas d'égalité, la préférence est donnée à la liste qui a obtenu le plus de voix). Le conseil communal désigne ses représentants sur proposition de la majorité des élus de chaque liste.

Pour les représentants communaux au conseil d'administration ou dans les autres organes de gestion de l'association : chaque conseiller communal, non élu sur une liste représentée au Parlement wallon, est invité à préciser la liste à laquelle il s'apparente, y compris un groupe politique non représenté au Parlement wallon. La représentation de chaque liste ou groupe politique est assurée comme suit : en additionnant, pour toutes les communes concernées, le produit de la fraction constituée par le nombre d'élus de celui-ci (ou apparentés à celui-ci) au sein d'un conseil communal sur le nombre total des conseillers communaux, multipliée par le chiffre de population pris en compte pour le renouvellement des conseils communaux.

Les mandats d'administrateurs (ou dans les autres organes de gestion, de direction ou de contrôle) sont répartis entre les listes et groupes en proportionnelle intégrale (« règle de trois » : [nombre de la liste / total] x nombre d'administrateurs communaux).

Une couleur politique peut toujours céder volontairement un de ses mandats à une autre couleur politique.

Les opérateurs touristiques doivent représenter 20% à 40% des membres de l'Assemblée générale et autres organes de gestion. Par opérateurs touristiques, il a lieu d'entendre : toute personne physique ou morale, du secteur privé qui exerce une mission ou une activité professionnelle présentant un lien direct ou indirect avec le secteur du tourisme.

Article 6

Sont membres effectifs :

Les 22 conseillers communaux pour Beauraing, Durbuy, Hotton, Houyet, Marche-en-Famenne, Nassogne et Rochefort désignés par les conseils communaux selon la clef de répartition explicitée à l'article 5.

Les 7 délégués des syndicats d'initiative ou offices du tourisme (un par commune), à la condition que les syndicats d'initiative ou offices du tourisme de la zone soient reconnus par le commissariat général au tourisme et disposent impérativement d'un bureau d'accueil.

Sept délégués d'Attraction et Tourisme, association officiellement reconnue par le Commissariat Général au Tourisme. Ces délégués seront choisis parmi les membres de la zone après concertation avec Attractions et Tourisme.

Trois délégués de Musées et Société en Wallonie, association officiellement reconnue par le Commissariat Général au Tourisme. Ces délégués seront choisis parmi les membres de la zone après concertation avec Musées et Société en

Wallonie.

Deux représentants des Plus Beaux Villages de Wallonie, association officiellement reconnue par le Commissariat Général au Tourisme. Ces représentants seront choisis parmi les membres de la zone après concertation avec les Plus Beaux Villages de Wallonie.

Deux représentants d'HORECA, association officiellement reconnue par le Commissariat Général au Tourisme. Ces représentants seront choisis parmi les membres de la zone après concertation avec la Fédération HORECA couvrant la zone.

Deux représentants de l'hébergement rural dont un des Gîtes de Wallonie et un d'Accueil Champêtre en Wallonie, associations officiellement reconnues par le Commissariat Général au Tourisme. Ces représentants seront choisis parmi les membres de la zone après concertation avec la Fédération des Gîtes de Wallonie et Accueil Champêtre en Wallonie.

Deux représentants de Walcamp, association officiellement reconnue par le Commissariat Général au Tourisme. Ces représentants seront choisis parmi les membres de la zone après concertation avec Walcamp.

La qualité de membre effectif liée à la fonction ou titre prérappelé est perdue de manière automatique dès lors que ce caractère constitutif de l'aspect intuitu personae disparaît dans le chef de ce membre.

Article 7

Sont membres adhérents, toute personne qui s'intéresse au tourisme et est en règle de cotisation

annuelle dans l'un des Syndicats d'initiative ou Offices du tourisme de la zone géographique couverte par la Maison du Tourisme Famenne-Ardenne.

Le conseil d'administration peut admettre une personne en qualité de membre d'honneur, sur base d'une candidature écrite. Peut être membre d'honneur, toute personne physique qui par sa notoriété, son état ou sa profession, désire appuyer et aider à la réalisation de l'objet social.

Sont admis d'office comme membres adhérents : un représentant du Commissariat Général au Tourisme, un représentant de Wallonie-Belgique Tourisme, un représentant de la Fédération touristique de la Province de Namur et un représentant de la Fédération touristique de la Province de Luxembourg. Seuls les membres effectifs et les membres adhérents font partie de l'assemblée générale.

Article 8

Tout membre a le droit de se retirer à tout instant de l'association. Les démissions doivent être adressées par lettre recommandée au conseil d'administration. Afin de respecter les dispositions précisées à l'article 6 des présents statuts, la partie que représentait le membre démissionnaire et pour autant qu'elle reste partie prenante dans l'asbl, aura l'obligation de proposer au conseil d'administration de l'association un remplaçant.

Article 9

Par l'adhésion aux présents statuts, chaque membre s'interdit tout acte ou toute omission préjudiciable au but social.

Toute infraction à la présente disposition rend immédiatement et de plein droit son auteur membre sortant de l'association.

Les contestations à naître relativement à l'application de cette disposition sont arbitrées par le conseil d'administration.

Article 10

L'exclusion d'un membre ne peut être prononcée que par l'assemblée générale au scrutin secret, à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Le membre dont l'exclusion est proposée doit avoir été convoqué spécialement à l'assemblée pour s'expliquer ou, s'il est absent, avoir été invité à fournir des explications.

Article 11

Le membre démissionnaire ou exclu, ses héritiers ou ayants droit n'ont aucun droit sur le fonds social et ils ne peuvent réclamer le remboursement des cotisations versées; ils ne peuvent demander aucun compte ni apposer les scellés.

Article 12

Le montant des cotisations ne pouvant être supérieur à 1.000 euros peut être fixé par l'Assemblée Générale, les membres ne sont astreints à aucun droit d'entrée. Les membres adhérents qui représentent le Commissariat général au Tourisme, Wallonie-Belgique Tourisme et les Fédérations touristiques provinciales sont exonérés de toute cotisation.

Article 13

Le CA tient au siège social de l'association un registre des membres.

Il pourra également être consulté au siège de l'association.

Cette liste est complétée chaque année après l'assemblée générale par les soins du conseil d'administration; elle indiquera dans les huit jours dans l'ordre alphabétique les modifications qui se sont produites parmi ses membres. Les modifications sont transmises au greffe dans le mois de la date anniversaire du dépôt des statuts.

Article 14

Les membres quels qu'ils soient n'ont aucun droit à une rémunération de l'association.

Les bénéfices de l'association ne peuvent être distribués aux membres, ils restent acquis à l'association et sont affectés exclusivement à la réalisation de ses buts.

Le personnel rémunéré est choisi en dehors de ses membres. Toutefois, les stipulations de cet article ne peuvent être invoquées contre un membre, administrateur ou autre, qui serait devenu créancier de l'association par suite de ventes, prêts, ou autrement, ce membre aura contre l'association les mêmes droits que tout autre créancier.

Titre IV. Administration et direction

Article 15

L'association est administrée par un conseil d'administration composé de membres effectifs agissant en collège :

Les 11 conseillers communaux pour Beauraing, Durbuy, Hotton, Houyet, Marche-en-Famenne, Nassogne et Rochefort désignés par les conseils communaux selon la clef de répartition explicitée à l'article 5.

Les 7 délégués des syndicats d'initiative ou offices du tourisme (un par commune), à la condition que les syndicats d'initiative ou offices du tourisme de la zone soient reconnus par le commissariat général au tourisme et disposent impérativement d'un bureau d'accueil.

Cinq délégués d'Attraction et Tourisme, association officiellement reconnue par le Commissariat Général au Tourisme. Ces délégués seront choisis parmi les membres de la zone après concertation avec Attractions et Tourisme.

Deux délégués de Musées et Société en Wallonie, association officiellement reconnue par le Commissariat Général au Tourisme. Ces délégués seront choisis parmi les membres de la zone après concertation avec Musées et Société en Wallonie.

Un représentant des Plus Beaux Villages de Wallonie, association officiellement reconnue par le Commissariat Général au Tourisme. Ce représentant sera choisi parmi les membres de la zone après concertation avec les Plus Beaux Villages de Wallonie.

Un représentant d'HORECA, association officiellement reconnue par le Commissariat Général au Tourisme. Ce représentant sera choisi parmi les membres de la zone après concertation avec la Fédération HORECA couvrant la zone.

Deux représentants de l'hébergement rural dont un des Gîtes de Wallonie et un d'Accueil Champêtre en Wallonie, associations officiellement reconnues par le Commissariat Général au Tourisme. Ces représentants seront choisis parmi les membres de la zone après concertation avec la Fédération des Gîtes de Wallonie et Accueil Champêtre en Wallonie.

Un représentant de Walcamp, association officiellement reconnue par le Commissariat Général au Tourisme. Ce représentant sera choisi parmi les membres de la zone après concertation avec Walcamp.

Sont également invités au Conseil d'Administration un représentant du Commissariat Général au Tourisme, un représentant de Wallonie-Belgique Tourisme, un représentant de la Fédération touristique de la Province de Namur et un représentant de la Fédération du Tourisme de la Province du Luxembourg. Ils ne disposent que d'une voix consultative.

Le conseil désigne en son sein un président, deux vice-présidents, un secrétaire et un trésorier.

Le mandat des administrateurs est en tout temps révocable par l'assemblée générale. Il est exercé à titre gratuit mais les frais exposés dans le cadre de la mission d'administrateur pourront être remboursés.

Les membres du conseil d'administration sont rééligibles. La durée des mandats est fixée à six ans et, pour les représentants communaux, le mandat prend fin automatiquement au terme de la législature communale.

Tout administrateur qui veut démissionner doit signifier sa décision par écrit au Président du conseil d'administration.

En cas de vacance d'un ou plusieurs postes d'administrateur, le ou les administrateurs restant en fonction auront les mêmes pouvoirs que si le conseil était au complet.

Article 16

Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat qu'ils ont reçu.

Article 17

Le conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence du président, ou, en cas d'empêchement de celui-ci d'un vice-président, ou, à leur défaut, de l'administrateur le plus âgé, chaque fois que l'intérêt de l'association l'exige et chaque fois que trois administrateurs le demandent. Le délai d'envoi des convocations est de minimum huit jours.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans la convocation.

Article 18

Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des voix des membres présents.

En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Article 19

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président ou l'administrateur qui a présidé la séance.

Les procès-verbaux sont transcrits dans un registre spécial. Les copies ou extraits sont signés par le président ou par deux membres du conseil.

Article 20

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent l'association.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale.

Il a notamment le pouvoir de décider de sa seule autorité toutes les opérations qui rentrent, aux termes de l'article trois ci-avant, dans les buts de l'association.

Il peut notamment faire et recevoir tous paiements et en exiger ou donner quittance, faire et recevoir tous dépôts, acquérir, échanger ou aliéner ainsi que prendre et céder à bail, même pour plus de neuf ans, tous biens meubles et immeubles, accepter tous transferts de biens meubles et immeubles, affectés au service de l'association, accepter et recevoir tous subsides et subventions privés ou officiels, accepter et recevoir tous legs et donations, consentir et conclure tous contrats, marchés et entreprises, contracter tous emprunts avec ou sans garanties, consentir et accepter toutes subrogations et cautionnements, hypothéquer les immeubles sociaux, contracter et effectuer tous prêts et avances, avec stipulation de voie parée, renoncer à tous droits obligationnels ou réels ainsi qu'à toutes garanties réelles ou personnelles, donner mainlevée avant comme après paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies ou autres empêchements, plaider tant en demandant qu'en défendant, devant toutes juridictions et exécuter ou faire exécuter tous jugements, transiger, compromettre.

C'est le conseil également qui, soit par lui-même, soit par délégation, nomme et révoque tous agents, employés et membres du personnel de l'association et fixe leurs attributions et rémunérations.

Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de l'association concernant un point inscrit à l'ordre du jour ne peut participer aux délibérations et au vote concernant ce point.

Article 21

Le conseil délègue la gestion journalière de l'association, avec l'usage de la signature sociale afférente à cette gestion, à un comité de direction dont il fixe les pouvoirs.

Le comité de direction sera composé par :

le président de l'a.s.b.l. ;

les deux vice-présidents de l'a.s.b.l. ;

l'administrateur secrétaire de l'a.s.b.l. ;

l'administrateur trésorier de l'a.s.b.l.

Le conseil peut également conférer des pouvoirs spéciaux à des mandataires de son choix.

Article 22

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de l'association par le conseil d'administration, poursuites et diligence de son président ou d'un administrateur désigné par le Conseil d'Administration.

Titre V. Assemblée générale

Article 23

L'assemblée générale se compose de tous les membres effectifs et de tous les membres adhérents.

L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association.

Sont réservées à sa compétence :

1° les modifications aux statuts sociaux;

2° la nomination et la révocation des administrateurs ainsi que leur décharge;

3° l'approbation des budgets et des comptes;

4° la dissolution volontaire de l'association;

5° les exclusions de membres;

6° toutes décisions dépassant les limites des pouvoirs légalement ou statutairement dévolus au conseil d'administration.

Article 24

Il doit être tenu au moins une assemblée générale chaque année dans le courant du premier semestre.

L'assemblée peut être réunie extraordinairement autant de fois que l'intérêt social l'exige.

Elle doit l'être lorsqu'un cinquième au moins des membres effectifs le demande.

Cette demande doit préciser l'identité des membres qui exigent la tenue de l'assemblée et être signée par chacun d'entre eux. Elle doit être adressée au Président du conseil d'administration.

Toute assemblée se tient dans le local et aux jours et heures indiqués dans la convocation. Tous les membres doivent être convoqués à cette assemblée.

Article 25

Les convocations sont faites par le président du conseil d'administration par lettre missive ordinaire ou par mail adressée à chaque membre huit jours au moins avant la réunion.

Elle contient l'ordre du jour.

Article 26

Le bureau des assemblées générales se compose des membres présents du conseil d'administration. Le président et le secrétaire de l'AG sont désignés par les membres présents du conseil d'administration.

Article 27

Tout membre a le droit d'assister et de participer à l'assemblée générale, soit en personne, soit par un mandataire de son choix, lui-même membre. Un membre ne peut être porteur que de deux procurations.

Seuls les membres effectifs disposent d'une voix délibérative. Les membres adhérents disposent d'une voix consultative.

Article 28

L'assemblée est valablement constituée quel que soit le nombre des membres présents ou représentés; ses décisions sont prises à la majorité absolue des voix émises.

En cas de parité des voix, les propositions seront tenues pour rejetées. Lorsqu'une résolution prise par l'assemblée générale aura été délibérée sans que la moitié au moins des membres soient présents ou représentés, le conseil d'administration aura la faculté d'ajourner la décision jusqu'à la prochaine réunion, spécialement convoquée ou au plus tard jusqu'à la réunion annuelle même. La décision sera alors définitive quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, le tout sous réserve de la disposition ci-après.

Par dérogation aux paragraphes précédents, les décisions de l'Assemblée comportant modifications aux statuts, exclusions de membres ou dissolution volontaire sont prises moyennant les conditions spéciales de majorité et de présences et éventuellement d'homologation judiciaire requises par la loi ou par les dispositions des présents statuts qui y dérogent.

Le vote sur une proposition d'exclusion d'un membre se fait au scrutin secret.

Article 29

Les décisions de l'assemblée générale sont obligatoires pour tous les membres. Elles sont consignées dans un registre spécial, signé par le président et le secrétaire de l'AG ainsi que par les membres qui le demandent, et conservées, au siège de l'association, où tous les intéressés pourront en prendre connaissance, mais sans déplacement des registres. Si les intéressés ne sont pas des membres mais justifient de leur intérêt légitime, cette communication est subordonnée à l'autorisation du conseil d'administration. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou par un administrateur.

TITRE VI. Budgets et comptes

Article 30

Chaque année, à la date du 31 décembre et pour la première fois, le 31 décembre 2017, le compte de l'exercice écoulé est arrêté et soumis à vérification pour être présenté à l'assemblée générale.

Le budget du prochain exercice est dressé.

L'un et l'autre sont soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Les votes ayant trait aux budgets et comptes sont pondérés proportionnellement aux interventions financières respectives des membres effectifs.

L'assemblée générale désigne deux vérificateurs aux comptes chargés de vérifier les comptes de l'a.s.b.l. et de faire rapport à l'assemblée générale.

TITRE VII. Dissolution et liquidation

Article 31

La dissolution et la liquidation de l'association sont réglées par les articles vingt-huit et trente-trois de la loi du 2 mai 2002 sur les a.s.b.l.

Article 32

En cas de dissolution volontaire de l'association, l'assemblée générale qui l'aura prononcée, nommera, s'il y a lieu, des liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et décidera de la destination des biens et valeurs de l'association dissoute, après acquittement du passif, en donnant à ces biens et valeurs une affectation se

rapprochant autant que possible des buts en vue desquels l'association dissoute a été créée.

En cas de dissolution judiciaire, celle-ci sera suivie d'une assemblée générale des membres, convoquée aux mêmes fins par le ou les liquidateurs.

Article 33

Toute modification des statuts est soumise aux conditions spéciales prévues par la loi, à savoir :

l'objet de chaque modification doit se trouver dans la convocation;

l'assemblée générale doit réunir les deux tiers des membres;

toute modification requiert une majorité des deux tiers des présents ou représentés ou des quatre cinquième s'il s'agit de changer le but social de l'asbl ;

si le quorum des présents n'est pas atteint en première réunion, une seconde assemblée peut être convoquée et délibérera valablement quel que soit le nombre des présents, cette réunion ne pouvant se tenir moins de quinze jours après la première réunion.

Et d'un même contexte sont appelés aux fonctions d'administrateurs, avec prérogatives respectives

14. Tourisme - Réforme des Maisons du Tourisme - Nouvelle Maison du Tourisme - Approbation du contrat programme.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L-1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu le projet de décret du Parlement wallon du 9 novembre 2016 apportant diverses modifications aux législations concernant le Tourisme;

Vu la délibération du Conseil communal du 05 septembre 2016 ratifiant la décision du collège communal du 18 juillet 2016, selon laquelle les communes de Marche-en-Famenne, Beauraing, Houyet, Rochefort, Nassogne, Hotton et Durbuy seront regroupées et formeront une seule et même nouvelle Maison du Tourisme constituée en ASBL;

Vu le courrier du 20 septembre 2016 de Monsieur le Ministre Collin accusant réception de la délibération du 05 septembre 2016 précitée;

Attendu que les Conseils communaux des Villes concernées par cette fusion doivent valider les statuts de la nouvelle ASBL ainsi que le contrat programme;

DECIDE PAR 22 VOIX POUR

D'approuver le contrat-programme 2017-2019 repris ci-dessous.

CONTRAT-PROGRAMME DE LA MAISON DU TOURISME FAMENNE-ARDENNE
CONTRAT-PROGRAMME 2017-2019

Entre :

La Région wallonne, représentée par Monsieur René COLLIN, Ministre wallon de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme, des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région et Madame Barbara DESTREE, Commissaire générale au Tourisme, d'une part,

ci-après dénommée "La Région wallonne" ;

Et

L'asbl « Maison du Tourisme Famenne-Ardenne, représentée par , Président et , Directeur (trice), dont le ressort couvre le territoire des communes de Beauraing, Durbuy, Hotton, Houyet, Marche-en-Famenne, Nassogne et Rochefort,

ci-après dénommée "Maison du Tourisme";

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1er avril 2010 portant codification des législations concernant le tourisme en vue de la création d'un Code wallon du Tourisme – Livre I.

Vu la reconnaissance de la Maison du Tourisme par le Commissariat général au Tourisme en date du

Vu l'objectif poursuivi de professionnaliser l'accueil du touriste, d'optimiser tant les moyens humains que matériels, de faciliter les synergies entre les différents acteurs du ressort concernés par le secteur touristique :

Il est conclu un contrat - programme portant sur une période de trois ans, par lequel la Maison du tourisme s'engage à effectuer les missions décrites à l'article 1 ci-dessous, définies en concertation avec les Offices du Tourisme et les Syndicats d'Initiative du ressort ainsi qu'avec les Fédérations provinciales du tourisme concernées.

La bonne exécution de ces missions, visant à assurer l'accueil et l'information permanents du touriste ainsi qu'à soutenir les activités touristiques du ressort, conditionne la reconnaissance de la Maison du Tourisme par le Commissaire général, ainsi que son maintien. Pour des raisons liées à l'évolution de l'activité touristique du ressort, ces missions pourront toutefois être modifiées, par la signature d'un avenant à la présente convention, passé avec le Ministre wallon en charge du tourisme.

Article 1er

La mission essentielle de la Maison du Tourisme consiste d'une part, à assurer l'accueil et l'information permanents du touriste sur le territoire des communes partenaires, et d'autre part à soutenir, en collaboration avec les Syndicats d'Initiative et Offices du Tourisme, les activités de son ressort.

Accueil et information du touriste.

La Maison du Tourisme dispose d'un bureau d'accueil et d'information, indépendant d'une habitation commerciale et privée.

Elle offre les particularités suivantes :

quant au local :

1° Situation touristique : la vitrine d'accueil officielle et le siège social sont situés stratégiquement dans le centre de Durbuy vieille ville, un des lieux de très haute fréquentation touristique. L'accès est très aisé de par notamment la présence d'un vaste parking sur la Place toute proche. Le RSI de Durbuy est l'opérateur officiel qui assure la mission d'accueil de la MT.

Les bureaux d'accueil de Marche-en-Famenne et de Rochefort seront considérés comme des antennes de la Maison du Tourisme, ils seront accessibles aux heures correspondant aux ouvertures reprises par décret des Maisons du Tourisme.

2° Local et bâtiment : les locaux du RSI Durbuy disposent d'une situation optimale avec de nombreux parkings proches du local d'accueil et plusieurs panneaux indiquant clairement sa situation. Le cachet du bâtiment renforce l'image de l'asbl sachant qu'une surface suffisante est réservée à l'accueil et au stockage de la documentation.

Une salle de réunion est présente à l'étage. Des vitrines, présentoirs, etc...assurent une promotion optimale de la zone. Les antennes de Marche et Rochefort bénéficient aussi d'une excellente situation géographique et opérationnelle.

quant au personnel :

1° Personnel : il est formé au potentiel touristique du ressort (activités et prestataires), à l'accueil, au marketing, à l'informatique et à l'utilisation de l'Internet, au guidage, à l'organisation d'événements ...

Le cas échéant, il pourrait suivre des formations (accueil,...) notamment au centre de compétence tourisme de Marche-en-Famenne.

2° Le personnel, bilingue (FR-NL) voire trilingue (FR-NL-GB), est formé au potentiel touristique du ressort et à l'accueil.

quant aux horaires d'ouverture :

Les bureaux du RSI Durbuy sont ouverts tous les jours de l'année (y compris les jours fériés) : en semaine de 9h à 12h30 et 13h à 17h (jusqu'à 18h pendant les congés scolaires belges) et les samedis, dimanches et les jours fériés de 10h à 18h. D'autres bureaux d'accueil de la zone de la Maison du Tourisme, dont les antennes de Rochefort et Marche-en-Famenne, sont accessibles aux visiteurs à des plages horaires similaires voire aussi des ouvertures permanentes sur le temps de midi.

quant aux services offerts :

1° En dehors des heures de bureau, le touriste peut accéder à de l'information via le site internet de l'asbl, des communes, des fédérations du tourisme et de WBT. Des boîtes de distribution extérieures situées à l'entrée de certains bureaux d'accueil permettront au visiteur de retirer le guide de la Maison du Tourisme en permanence.

Cette logique de boîtes de distribution sera étendue à l'ensemble des bureaux d'accueil.

2° Mise en place potentielle, à la demande des organismes concernés, d'une déviation téléphonique permettant au personnel de la Maison du Tourisme de prendre en charge les appels destinés aux Syndicats d'Initiative et Offices du Tourisme de son ressort et ce, durant les heures de fermeture de ceux-ci.

3° Site Internet de la Maison du Tourisme, pages facebook, etc... Ces nouveaux supports seront mis à jour courant 2017.

quant aux actions de promotion :

1° Mise à disposition d'une documentation touristique locale, provinciale, régionale et nationale en self-service ou via l'hôtesse d'accueil (qui peut aussi aller chercher les informations sur Internet si besoin).

2° Edition de brochures et supports de communication détaillés sur le ressort : Une brochure d'appel bilingue FR-NL attractions/loisirs sera éditée spécifiquement pour les foires et salons 2017. Une carte touristique FR-NL de la zone sera aussi éditée.

Edition annuelle de deux guides touristiques format A5, multilingues, avec lay out et structure communs à l'ensemble des Maisons du Tourisme, vantant le potentiel touristique du ressort de la Maison du Tourisme. Le but de la brochure est d'offrir une information touristique lisible et complète. Il y aura un guide complet attractions/loisirs/détente et un second guide pour les hébergements.

3° Participation à des foires et salons en Belgique et à l'étranger, en collaboration éventuelle avec la(les) Fédération(s) touristique(s) provinciale(s) et le CATPW : la nouvelle MT participera individuellement aux foires/salons tourisme de Utrecht, Lille, Reims, Bruxelles et aussi (via le CATPW) aux foires Fiets&Wandelbeurs de Utrecht et de Gand. Elle sera aussi présente à l'événement « Wallonië in Vlaanderen » de Wallonie-Belgique Tourisme en mars.

4° Actions de communication : des annonces dans des éditions spécialisées, des actions audiovisuelles,...seront menées selon les opportunités média qui se présenteront, parfois sans réel impact budgétaire pour la MT puisqu'il s'agira d'accompagner des journalistes. Un agenda de l'été bilingue FR-NL des manifestations sera édité en collaboration d'autres Maisons du Tourisme namuroises et luxembourgeoises.

5° Création de produits touristiques : des circuits thématiques et promenades seront créés notamment dans le cadre des années à thème.

La MT travaillera aussi dès 2017 à la promotion de visites guidées, passeports attractions à valoriser lors de jeux concours etc.

6° La MT pourra envisager l'organisation d'expositions mais sans doute rien de spécifique avant 2018, le temps que la MT prenne ses marques.

7° Un nouveau site internet sera créé courant 2017. Les newsletters et réseaux sociaux (e-tourisme, facebook, twitter, youtube...) seront aussi des supports valorisés.

8° La MT pourra co-organiser des événements de rayonnement international et/ou à vocation touristique, dont certains en collaboration avec les Syndicats d'Initiative et Offices du Tourisme du territoire.

9° Le plan d'actions de promotion en Flandre et à l'étranger intégrera notamment les participations en foires et salons comme évoqués ci-avant. Il est aussi prévu de diffuser une brochure générique via le réseau BHS Promotion sur la Belgique, la France et le GD Luxembourg.

Ce plan d'actions sera élaboré de manière proactive en concertation avec Wallonie Bruxelles Tourisme.

Actions communes avec WBT : Wallonie-Belgique Tourisme développe la promotion d'un nouveau réseau de villes wallonnes dont certaines de la zone de la MT, la MT accompagnera WBT dans sa démarche.

10° Matériel destiné à la presse et actions avec celle-ci (accueil de journalistes ...) : la MT va développer une base d'informations textes/photos/vidéos disponibles pour répondre et accompagner les demandes et visites des journalistes.

Soutien des activités touristiques du ressort.

La Maison du Tourisme s'engage à mener une collaboration active avec les professionnels du tourisme, les bénévoles du secteur, et plus précisément avec :

les organismes touristiques locaux :

les antennes, Syndicats d'Initiative et Offices du Tourisme du ressort seront des partenaires de 1ère importance pour valoriser le nouveau territoire de la MT ;

les opérateurs touristiques privés (hébergements, attractions touristiques) : la promotion de la MT passera par la mise en place de conventions en vue de mener des actions conjointes et concertées. Des soutiens financiers notamment des attractions seront mis en place. Attractions et hébergements pourront aussi être annonceurs dans tous les supports de la MT ;

les Fédérations touristiques provinciales : la MT répondra aux demandes des FTP notamment pour les divers supports réalisés ;

les Maisons du Tourisme et opérateurs touristiques voisins : le travail de collaborations avec d'autres MT voisines sera une priorité notamment pour des actions de promotion concertées ;

d'autres initiatives, telles que les Contrats de Rivière, l'opération « Villages fleuris », les actions menées par les Centres culturels

le Commissariat général au Tourisme et Wallonie Bruxelles Tourisme :

La Maison du Tourisme s'engage à inscrire ses actions dans la politique régionale wallonne :

elle participera activement aux thématiques annuelles – tourisme et patrimoine - décidées par la Région Wallonne (actions ponctuelles, publications ...) (préciser en fonction de l'année à thème concernée) ;

elle participera activement à d'autres actions soutenues par la Région Wallonne (telles que Wallonie, week-end bienvenue »), et à la demande de celle-ci ;

ses actions de communication s'inscriront dans le cadre des campagnes menées à l'échelle de la Wallonie et dans le respect des chartes graphiques existantes ;

elle signera avec le CGT le nouveau protocole d'accord « Pivot » (similaire au précédent), par lequel elle s'engage à encoder les informations touristiques utiles sur Pivot (Hades pour la Province du Luxembourg). Elle s'engage également à collaborer avec l'animateur numérique décidé à sa province, sous la coordination du CGT ;

elle poursuivra sa collaboration avec l'Observatoire du Tourisme wallon, et communiquera à celui-ci des statistiques mensuelles. Elle recevra en retour des éléments d'analyse de sa clientèle ;

elle informera les personnes privées et opérateurs sur les aides octroyées par le CGT en matière d'hébergements, d'équipements et d'attractions touristiques (éventuellement par l'organisation de réunions) ;

elle informera sur la procédure de reconnaissance des guides touristiques ;

elle s'engage à ne plus faire la promotion que des hébergements, attractions et guides reconnus par le CGT ;

elle veillera à ce que la signalisation touristique soit la plus performante possible en collaboration avec le CGT et les Fédérations touristiques provinciales concernées, dans le respect des chartes graphiques et réglementation en vigueur ;

elle-même labellisée, elle sensibilisera et accompagnera les acteurs dans la démarche de qualité wallonne (aide pour le montage du dossier et obtention du label).

Article 2

Evaluation et suivi.

Un comité d'accompagnement présidé par le Commissariat Général au Tourisme et composé du Président de la Maison du Tourisme, d'un représentant de chacune des communes partenaires, d'un représentant des Syndicats d'Initiative et Offices du Tourisme du ressort, et de représentants des Fédérations touristiques provinciales, de Wallonie-Bruxelles Tourisme et du CGT, est chargé de se réunir, au moins à la fin de chaque semestre afin de suivre les activités développées par la Maison du Tourisme.

Le bilan de ces réunions devra aider à l'évaluation annuelle du travail accompli par la Maison du Tourisme et aboutir au versement de la subvention de fonctionnement, tel que prévu à l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 03 juin 1999, relatif aux organismes touristiques.

Le secrétariat du comité d'accompagnement sera assuré par la Maison du Tourisme.

Article 3

La bonne exécution de ces missions, visant à assurer l'accueil et l'information permanents du touriste ainsi qu'à soutenir les activités touristiques du ressort, conditionne le maintien de la reconnaissance de la Maison du Tourisme par le Commissaire Général.

Article 4

Bonne gouvernance:

Conformément aux principes de bonne gestion administrative, la Maison du Tourisme s'engage à respecter les règles suivantes :

Le recrutement du personnel pour une durée supérieure à 3 mois sera effectué par appel public à candidature auprès du FOREm ou dans un journal local sur base d'un profil de candidature ; le choix effectué par la Maison du Tourisme fera l'objet d'une motivation précise de l'organe décisionnel compétent ;

Les marchés et conventions seront passés dans le respect des lois sur les marchés publics. La Maison du Tourisme publiera en annexe de son rapport d'activités annuel la liste des entreprises avec lesquelles elle a contracté tout marché d'un montant supérieur à 2.000 € HTVA, ainsi que le montant des marchés concernés.

Article 5

Dispositions transitoires

Lors de la création de la nouvelle MT résultant de la réforme des MT, les mesures transitoires suivantes ont été convenues de commun accord entre les anciennes structures concernées :

Bâtiments existants : le bureau de la Maison du Tourisme de Marche-Nassogne situé à Marche-en-Famenne deviendra une antenne de la nouvelle Maison du Tourisme, il restera donc ouvert et accessible aux touristes. Le bureau d'accueil de la MT Ourthe&Aisne à Barvaux est appelé à disparaître puisque les communes de cette MT se séparent. Le bureau d'accueil de Rochefort sera aussi une antenne d'informations de la nouvelle MT. Il n'y pas de loyers ni de crédits en cours pour les bureaux de Marche et Rochefort.

Personnel : la nouvelle MT reprend l'ensemble du personnel des MT du Val de Lesse et de Marche&Nassogne. Une partie du personnel de la MT Ourthe&Aisne devrait rejoindre la nouvelle MT. Deux personnes des anciennes structures MT travailleront à mi-temps pour la nouvelle asbl Geopark Famenne-Ardenne.
Droits et obligations antérieurs : la nouvelle MT est une extension de la MT Val de Lesse qui étend ses statuts à la nouvelle zone, elle conserve donc son numéro d'entreprise. Les autres MT sont chargées d'assurer et de finaliser le suivi de leurs dossiers.

Anciennes structures elles-mêmes : les anciennes structures devront subsister le temps de récupérer le solde des subsides en cours, notamment les subsides de fonctionnement, d'animation et de promotion CGT 2016.

15. Tourisme - Réforme des Maisons du Tourisme - Nouvelle Maison du Tourisme - Intervention financière de la Ville de Marche
LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures et notamment l'article L-1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal;

Vu le projet de décret du parlement wallon du 9 novembre 2016 apportant diverses modifications aux législations concernant le Tourisme;

Vu la délibération du Conseil communal du 05 septembre 2016 ratifiant la décision du collège communal du 18 juillet 2016, selon laquelle les communes de Marche-en-Famenne, Beauraing, Houyet, Rochefort, Nassogne, Hotton et Durbuy seront regroupées et formeront une seule et même nouvelle Maison du Tourisme constituée en ASBL;

Vu le courrier du 20 septembre 2016 de Monsieur le Ministre Collin accusant réception de la délibération du 05 septembre 2016 précitée;

Vu l'intervention financière communale sollicitée, pour 2017, pour la mise en place de la nouvelle Maison du Tourisme à savoir, 25.238,75€

Vu le projet de budget communal 2017 prévoyant cette dépense;

DECIDE PAR 22 VOIX POUR

De marquer son accord sur l'intervention financière communale sollicitée pour 2017, pour un montant de 25.238,75€

16. Tourisme - Réforme des Maisons du Tourisme - Nouvelle Maison du Tourisme - Désignation des représentants de la Ville de Marche à l'Assemblée Générale

Le Conseil communal, A L'UNANIMITE, décide de reporter ce point.

17. Direction financière - Taxe sur les mâts, pylônes et structures – exercices 2017 et 2018 – modification

Taxe sur les mâts, pylônes et structures affectés à un système global de communication mobile ou à tout autre système d'émission et/ou de réception de signaux de communication – exercices 2017 et 2018.

Article budgétaire 04002/367-10

Le Conseil communal, statuant en séance publique,

Vu les articles 41, 162 et 170, §4 de la Constitution ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu le décret du 14 décembre 2000 et la loi du 24 juin 2000 portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales ;

Vu l'arrêt de la Cour Constitutionnelle du 25 mai 2016 annulant les articles 144 à 151 du décret-programme du 12 décembre 2014 portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamité naturelle, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, du bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité ;

Vu l'arrêt du 6 octobre 2015 de la Cour de Justice de l'Union européenne (affaire C-346/13) ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 189/2011 du 15 décembre 2011;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 30 juin 2016 relative à l'élaboration des budgets des communes pour l'année 2017 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 07 novembre 2016 décidant d'établir une taxe sur les mâts, pylônes et structures affecté à un système global de communication mobile pour les exercices 2017 et 2018;

Attendu que l'article 1er, paragraphe 3, dudit règlement précise que la taxe est due "*par mâts, pylônes et structures visés à l'article 1er*";

Attendu cependant que le montant doit s'appliquer "*par site*" et qu'il y a donc lieu de corriger la délibération du 07 novembre 2016 ;

Vu la communication du dossier au directeur financier faite en date du 21 novembre 2016 conformément à l'article L 1124-40 §1,3° et 4° du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par le directeur financier en date du 21 novembre 2016 et joint au dossier ;

Considérant que la commune établit la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation impose aux communes d'inscrire à son budget un certain nombre de dépenses et qu'en outre, il lui est interdit de présenter un déséquilibre budgétaire ;

Considérant que si les objectifs poursuivis par l'établissement d'une taxe sont d'abord d'ordre financier, il n'est pas exclu cependant que les communes poursuivent également des objectifs accessoires à leurs impératifs financiers ; que, selon le Conseil d'Etat, « aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit à une

commune, lorsqu'elle établit des taxes justifiées par l'état de ses finances, de les faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiquables que d'autres » (arrêt n° 18.368 du 30 juin 1977);

Considérant que les communes sont de plus en plus fréquemment sollicitées, notamment par des sociétés qui souhaitent implanter des pylônes destinés à accueillir des antennes de diffusion pour GSM, portant atteinte à l'environnement dans un périmètre relativement important;

Qu'en outre les installations visées par la taxe sont particulièrement inesthétiques, constituant une nuisance visuelle et une atteinte aux paysages dans des périmètres relativement importants;

Considérant que les sièges sociaux et administratifs des sociétés propriétaires des installations visées par la taxe ne se trouvent pas sur le territoire de la commune et que celle-ci ne retire dès lors de ces implantations aucune compensation directe ou indirecte, malgré les inconvénients auxquels elle est confrontée;

Considérant que la circulaire budgétaire 30 juin 2016 relative à l'élaboration des budgets des communes pour l'année 2017 précise que, « *dans le cadre de la paix fiscale, (...) les taxes non reprises dans la nomenclature ne peuvent être instaurées* » ;

Etant donné qu'en vertu de la paix fiscale recherchée par le législateur, il peut être considéré que l'interdiction de lever certaines taxes non prévues dans la nomenclature doit logiquement être appliquée aux catégories établies par le législateur dans la même circulaire ;

Attendu que la circulaire établit une taxe visant spécifiquement les « mâts, pylônes ou antennes affectés à la réalisation d'une opération mobile de télécommunication par l'opérateur d'un réseau public de télécommunication » ;

Attendu dès lors qu'il y a lieu de revoter une taxe communale pour les exercices 2017 et suivants ;

Vu les finances communales ;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE A L'UNANIMITE de modifier le règlement comme suit:

Article 1er

Il est établi, pour les exercices 2017 et 2018 une taxe sur les mâts, pylônes et structures affectés à un système global de communication mobile ou à tout autre système d'émission et/ou de réception de signaux de communication.

Sont visés les mâts, pylônes structures affectés à la réalisation d'une opération mobile de télécommunications par l'opérateur d'un réseau public de télécommunication et existant au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

La taxe est fixée à 4000,00 € par an et par site.

On entend par site l'ensemble, indissociable sans travaux substantiels, formé par le mât, pylône ou antenne(s) et leurs équipements connexes, qu'un ou plusieurs opérateurs ont installé.

Article 2

La taxe est due par l'opérateur du mât, pylône ou antenne au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Si l'opérateur n'est pas le propriétaire du mât, pylône ou antenne, ce dernier est tenu solidairement au paiement de la taxe.

Article 3

La taxe est perçue par voie de rôle.

L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 30 juin de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Si le contribuable choisit de ne pas utiliser le formulaire de déclaration mis à sa disposition, il est tenu de fournir toutes les informations nécessaires à l'établissement de la taxation et, à tout le moins, celles contenues dans le formulaire de déclaration.

Article 4

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à défaut de déclaration dans les délais prévus par le règlement ou en cas de déclaration incomplète, incorrecte ou imprécise, le contribuable est imposé d'office, d'après les éléments dont l'Administration peut disposer, sauf le droit de réclamation et de recours.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège communal notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Si dans les trente jours à compter de la date d'envoi de cette notification, le contribuable n'a émis aucune observation, il sera procédé à l'enrôlement d'office. En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée de la manière suivante :

-1ère infraction : majoration de 20 %

-2ème infraction : majoration de 50 %

-3ème infraction et infractions suivantes : majoration de 100%

Article 5

Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège communal en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Les réclamations doivent, à peine de nullité, être introduites par écrit auprès du Collège communal. Pour être recevables, les réclamations doivent être motivées et introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 6 mois. Le délai de réclamation commence à courir à compter du 3ème jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation telle qu'elle figure sur ledit avertissement-extrait de rôle.

Article 6

La présente décision sera applicable le 5ème jour qui suit le jour de sa publication par voie de l'affichage conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 7

Le présent règlement sera transmis au Gouvernement wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

18. Finances - Cinquième édition du Salon Run2Bike - Octroi d'un subside exceptionnel

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu les articles L3331-1 à 8 du code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement le § 2, ayant trait à l'intérêt général;

Vu la demande du 22 avril 2016 de l'ASBL Lux Evénements, co-signé par Mr BRIOU, directeur, souhaitant la collaboration de la Ville de Marche-en-Famenne pour l'organisation de la cinquième édition du Salon Run2Bike au départ du Wex les 22 et 23 octobre : animations Cyclo, VTT et courses à pied, pour enfants, adultes et moins valides – animations indoor permettant la découverte de ces sports (vélo électrique, course sur rouleur, BMX free style...)

Vu la décision du Collège Communal du 6 juin 2016 proposant de réduire progressivement son intervention et de participer forfaitairement dans les frais de cette organisation pour un montant de 2.500 €, à l'exclusion de toute autre intervention matérielle ou autre pour autant que les organisateurs s'engagent à faire la promotion de la Ville dans leurs publicités et promotion de l'événement ;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'octroyer un subside de fonctionnement à l'ASBL Lux Evénements, organisateur de Run2bike d'un montant de 2.500 €.

Le montant est prévu l'article 76401/33202 du budget 2016.

L'organisateur fournira une déclaration de créance accompagnée des justificatifs pour le montant du subside, ainsi que les comptes relatifs à l'événement, ainsi que les comptes de l'organisation de l'événement.

19. Direction financière - Situation de caisse du Receveur au 30/09/2016.

LE CONSEIL,

A L'UNANIMITE, approuve le procès-verbal de vérification de la caisse du Receveur communal établi à la date du 30/09/2016.

La situation de caisse fait apparaître que le total des débits est égal au total des crédits, ce qui signifie qu'aucune opération (particulièrement en classe 5 – trésorerie) n'est passée sans contrepartie.

Le solde de trésorerie s'établit à 11.936.730,75 € au 30/09/2016. Cette somme équivaut au total des soldes tant des comptes généraux de classe 5 que des comptes particuliers de la même classe, chacun de ceux-ci étant justifié par l'extrait de compte correspondant daté du 30/09/2016.

20. Intercommunales - AIVE - Assemblée générale stratégique - Approbation de l'ordre du jour

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la convocation adressée ce 18 novembre 2016 par l'Intercommunale AIVE aux fins de participer à l'Assemblée générale stratégique qui se tiendra le 21 décembre 2016 à 10 H à l'Euro Space Center de Redu ;

Vu les articles L 1523-2 et L1523-12 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et les articles 26, 28 et 30 des statuts de l'Intercommunale AIVE ;

Vu les documents de travail annexés à la susdite convocation, relatifs aux différents points inscrits à l'ordre du jour ;
Après discussion;

DECIDE A L'UNANIMITE

1. de marquer son accord sur les différents points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale stratégique de l'Intercommunale AIVE qui se tiendra le 21 décembre 2016 à 10 H à l'Euro Space Center de Redu, tels qu'ils sont repris dans la convocation, et sur les propositions de décision y afférentes,
2. de charger les délégués désignés pour représenter la Commune par décision du Conseil communal du 04 février 2013 de rapporter la présente délibération telle quelle à l'Assemblée générale de l'AIVE du 21 décembre 2016 à 10 H,
3. de charger le Collège des Bourgmestres et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération et de déposer une copie conforme de celle-ci au siège social de l'Intercommunale AIVE, le plus tôt possible avant l'Assemblée générale du 21 décembre 2016 à 10 H.

**21. Intercommunales - AIVE - Assemblée générale extraordinaire -
Approbation de l'ordre du jour
LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la convocation adressée ce 18 novembre 2016 par l'Intercommunale AIVE aux fins de participer à l'Assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 21 décembre 2016 à 10 H à l'Euro Space Center de Redu ;

Vu les articles L 1523-2 et L1523-12 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et les articles 26, 28 et 30 des statuts de l'Intercommunale AIVE ;

Vu les documents de travail annexés à la susdite convocation, relatifs aux différents points inscrits à l'ordre du jour ;

Après discussion;

DECIDE A L'UNANIMITE

1. de marquer son accord sur les différents points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire de l'Intercommunale AIVE qui se tiendra le 21 décembre 2016 à 10 H à l'Euro Space Center de Redu, tels qu'ils sont repris dans la convocation, et sur les propositions de décision y afférentes,
2. de charger les délégués désignés pour représenter la Commune par décision du Conseil communal du 04 février 2013 de rapporter la présente délibération telle quelle à l'Assemblée générale de l'AIVE du 21 décembre 2016 à 10 H,
3. de charger le Collège des Bourgmestres et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération et de déposer une copie conforme de celle-ci au siège social de l'Intercommunale AIVE, le plus tôt possible avant l'Assemblée générale du 21 décembre 2016 à 10 H.

22. Intercommunales - IDELUX - Assemblée générale - Approbation de l'ordre du jour

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la convocation adressée ce 13 novembre 2015 par l'Intercommunale Idelux aux fins de participer à l'Assemblée générale stratégique qui se tiendra le 21 décembre 2016 à 10H00 à l'Euro Space Center de Redu,

Vu les articles L 1523-2 et L1523-12 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et les articles 25, 27 et 29 des statuts de l'Intercommunale Idelux ;

Vu les documents de travail annexés à la susdite convocation, relatifs aux différents points inscrits à l'ordre du jour ;

Après discussion;

DECIDE A L'UNANIMITE

1. de marquer son accord sur les différents points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale stratégique d'Idelux qui se tiendra le 21 décembre 2016 à 10H00 à l'Euro Space Center de Redu, tels qu'ils sont repris dans la convocation, et sur les propositions de décision y afférentes,
2. de charger les délégués désignés pour représenter la Commune par décision du Conseil communal du 04 février 2013 de rapporter la présente délibération telle quelle à l'Assemblée générale stratégique d'Idelux du 21 décembre 2016 à 10H00,
3. de charger le Collège des Bourgmestres et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération et de déposer une copie conforme de celle-ci au siège social de l'Intercommunale Idelux, le plus tôt possible avant l'Assemblée générale

23. Intercommunales - IDELUX Finances - Assemblée générale - Approbation de l'ordre du jour

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la convocation adressée ce 18 novembre 2016 par l'Intercommunale Idelux Finances aux fins de participer à l'Assemblée générale stratégique qui se tiendra le 21 décembre 2016 à 10 H à l'Euro Space Center de Redu ;

Vu les articles L 1523-2 et L1523-12 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et les articles 23, 25 et 27 des statuts de l'Intercommunale Idelux Finances;

Vu les documents de travail annexés à la susdite convocation, relatifs aux différents points inscrits à l'ordre du jour ;

Après discussion;

DECIDE A L'UNANIMITE

1. de marquer son accord sur les différents points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale stratégique d'Idelux Finances qui se tiendra le 21 décembre 2016 à 10 H à l'Euro Space Center de Redu, tels qu'ils sont repris dans la convocation, et sur les propositions de décision y afférentes
2. de charger les délégués désignés pour représenter la Commune par décision du Conseil communal du 04 février 2013 de rapporter la présente le 21 décembre 2016 à 10 H00

3. de charger le Collège des Bourgmestres et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération et de déposer une copie conforme de celle-ci au siège social de l'Intercommunale Idelux Finances, le plus tôt possible avant l'Assemblée générale du
21 décembre 2016 à 10 H.

24. Intercommunales - IDELUX Projets publics - Assemblée générale stratégique- Approbation de l'ordre du jour

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la convocation adressée ce 18 novembre 2016 par l'Intercommunale Idelux – Projets publics aux fins de participer à l'Assemblée générale stratégique qui se tiendra le 21 décembre 2016 à 10H00 à l'Euro Space Center de Redu,.

Vu les articles L 1523-2 et L1523-12 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et les articles 25, 27 et 29 des statuts de l'Intercommunale Idelux – Projets publics ;

Vu les documents de travail annexés à la susdite convocation, relatifs aux différents points inscrits à l'ordre du jour ;

Après discussion;

DECIDE A L'UNANIMITE

1. de marquer son accord sur les différents points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale stratégique d'Idelux - Projets publics qui se tiendra le 21 décembre 2016 à 10H00, tels qu'ils sont repris dans la convocation, et sur les propositions de décision y afférentes,
2. de charger les délégués désignés pour représenter la Commune par décision du Conseil communal du 04 février 2013 de rapporter la présente délibération telle quelle à l'Assemblée générale stratégique d'Idelux – Projets publics du 21 décembre 2016 à 10H00,
3. de charger le Collège des Bourgmestres et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération et de déposer une copie conforme de celle-ci au siège social de l'Intercommunale Idelux,- Projets publics le plus tôt possible avant l'Assemblée générale du 21 décembre 2016 à 10H00.

25. Intercommunales - IDELUX Projets publics - Assemblée générale extraordinaire - Approbation de l'ordre du jour

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la convocation adressée ce 18 novembre 2016 par l'Intercommunale Idelux – Projets publics aux fins de participer à l'Assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 21 décembre 2016 à 10H00 à l'Euro Space Center de Redu ;

Vu les articles L 1523-2 et L1523-12 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et les articles 25, 27 et 29 des statuts de l'Intercommunale Idelux – Projets publics ;

Vu les documents de travail annexés à la susdite convocation, relatifs aux différents points inscrits à l'ordre du jour ;

Après discussion;

DECIDE A L'UNANIMITE

1. de marquer son accord sur les différents points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire d'Idelux - Projets publics qui se tiendra le 21 décembre 2016 à 10H00, tels qu'ils sont repris dans la convocation, et sur les propositions de décision y afférentes,
2. de charger les délégués désignés pour représenter la Commune par décision du Conseil communal du 04 février 2013 de rapporter la présente délibération telle quelle à l'Assemblée générale extraordinaire et stratégique d'Idelux – Projets publics du 21 décembre 2016 à 10H00,
3. de charger le Collège des Bourgmestres et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération et de déposer une copie conforme de celle-ci au siège social de l'Intercommunale Idelux,- Projets publics le plus tôt possible avant l'Assemblée générale du 21 décembre 2016 à 10H00.

26. Intercommunales - VIVALIA - Assemblée générale - Approbation de l'ordre du jour

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la convocation adressée ce 10 novembre 2016 par l'Association Intercommunale VIVALIA aux fins de participer à l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 13 décembre 2016 à 19h30 au CUP de Bertrix Route des Ardoisières, 100 à 6880 BERTRIX,

Vu les articles L 1523-2 et L1523-12 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et les articles 23, 25 et 27 des statuts de l'Association intercommunale VIVALIA;

Vu les documents de travail annexés à la susdite convocation, relatifs aux différents points inscrits à l'ordre du jour ;

Après discussion;

DECIDE A L'UNANIMITE

de marquer son accord sur les différents points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire de l'Association intercommunale VIVALIA qui se tiendra le mardi 13 décembre 2016 à 19h30 au CUP de Bertrix Route des Ardoisières, 100 à 6880 BERTRIX,

1. tels qu'ils sont repris dans la convocation, et sur les propositions de décision y afférentes,
2. de charger les délégués désignés pour représenter la Ville par décision du Conseil communal du 04 février 2013, de rapporter la présente délibération telle quelle à l'Assemblée générale ordinaire de l'Association intercommunale VIVALIA du 13 décembre 2016,
3. de charger le Collège des Bourgmestres et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération et de déposer une copie conforme de celle-ci au siège social de l'Association intercommunale VIVALIA, le plus tôt possible avant l'Assemblée générale ordinaire

27. Intercommunales - VIVALIA - Assemblée Générale Extraordinaire - Approbation de l'ordre du jour

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la convocation adressée ce 10 novembre 2016 par l'Association Intercommunale VIVALIA aux fins de participer à l'Assemblée générale extraordinaire qui se tiendra

le 13 décembre 2016 à 18h30 au CUP de Bertrix Route des Ardoisières, 100 à 6880 BERTRIX,

Vu les articles L 1523-2 et L1523-12 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et les articles 23, 25 et 27 des statuts de l'Association intercommunale VIVALIA;

Vu les documents de travail annexés à la susdite convocation, relatifs aux différents points inscrits à l'ordre du jour ;

Après discussion;

DECIDE A L'UNANIMITE

de marquer son accord sur les différents points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire de l'Association intercommunale VIVALIA qui se tiendra le mardi 13 décembre 2016 à 18h30 au CUP de Bertrix Route des Ardoisières, 100 à 6880 BERTRIX,

1. tels qu'ils sont repris dans la convocation, et sur les propositions de décision y afférentes,
2. de charger les délégués désignés pour représenter la Commune par décision du Conseil communal du 04 février 2013 de rapporter la présente délibération telle quelle à l'Assemblée générale extraordinaire de l'Association intercommunale VIVALIA du 13 décembre 2016,
3. de charger le Collège des Bourgmestres et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération et de déposer une copie conforme de celle-ci au siège social de l'Association intercommunale VIVALIA, le plus tôt possible avant l'Assemblée générale extraordinaire

28. Intercommunales - BEP Crématorium - Assemblée générale - Approbation de l'ordre du jour

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que la Commune est affiliée à la Société Intercommunale BEP Crématorium ;

Considérant que la Commune a été convoquée à l'Assemblée Générale du 13 décembre 2016 par lettre du 7 novembre 2016, avec communication de l'ordre du jour et de toutes les pièces y relatives ;

Considérant l'ordre du jour de cette Assemblée :

- Approbation du Procès-verbal de l'Assemblée Générale du 21 juin 2016.
- Approbation du Plan Stratégique 2017.
- Approbation du Budget 2017.
- Renouvellement du mandat de Réviseur.

Considérant les dispositions du décret relatif aux intercommunales wallonnes et les statuts de ladite Intercommunale ;

Considérant que la Commune est représentée par 5 délégués à l'Assemblée Générale, et ce, jusqu'à la fin de la législature à savoir par : Messieurs PIERARD et LESPAGNARD ainsi que Mesdames PIHEYNS, DEMASY et COURARD.

DECIDE A L'UNANIMITE

- 1.d'approuver le procès-verbal de l'Assemblée Générale du 21 juin 2016,

d'approuver le Plan Stratégique 2017,
d'approuver le Budget 2017,
d'attribuer le marché à la SCRL Cabinet FALLON, CHAINIAUX, CLUDTS, GARNY & Co °et appeler Monsieur Olivier RONSMANS en tant que représentant de la SCRL aux fonctions de contrôleur aux comptes de BEP CREMATORIUM dont les émoluments sont fixés à 900 € / an non indexé pour les missions de type A et de 95 €/heure non indexé pour les missions de type B (missions particulières) et ce, pour les exercices comptables 2017 à 2019

2. de charger ses Délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 05 décembre 2016

29. Intercommunales - Ores Assets - Assemblée générale - Approbation de l'ordre du jour

LE CONSEIL COMMUNAL, valablement représenté pour délibérer,

Considérant l'affiliation de la ville à l'intercommunale ORES Assets ;

Considérant que la commune a été convoquée à participer à l'Assemblée générale du 15 décembre 2016 par courrier daté du 8 novembre 2016 ;

Vu les statuts de l'intercommunale ORES Assets ;

Considérant que les délégués des communes associées à l'Assemblée générale sont désignés par le Conseil communal de chaque commune parmi les membres des conseils et collèges communaux, proportionnellement à la composition dudit Conseil et que le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du Conseil communal ;

Considérant que l'article 30.2 des statuts dispose que :

- les délégués de chaque commune rapportent, chaque fois que le Conseil communal se prononce au sujet des points portés à l'ordre du jour de ladite Assemblée, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil communal ;
- en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux administrateurs et aux commissaires ainsi que pour ce qui est des questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause.

Considérant les points portés à l'ordre du jour de la susdite Assemblée;

Considérant que la commune souhaite jouer pleinement son rôle d'associé dans l'intercommunale;

Que dans cet esprit, il importe que le Conseil communal exprime sa position à l'égard des points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'approuver les points ci-après inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du 15 décembre 2016 de l'intercommunale ORES Assets à savoir :

- Point 1 - Plan stratégique
- Point 2 – Remboursement de parts R
- Point 3 - Actualisation de l'annexe 1 des statuts
- Point 4 - Nominations statutaires

De charger ses délégués de rapporter à ladite Assemblée la proportion des votes intervenus au sein du Conseil ;
De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.
Copie de la présente délibération sera transmise à l'intercommunale précitée.

30. Intercommunales - Sofilux - Assemblée Générale - Ordre du jour - Approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Ville de Marche à l'intercommunale SOFILUX ;

Considérant que la commune a été convoquée à l'Assemblée générale du 19 décembre 2016 par courrier daté du 26 octobre 2016;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que les délégués des communes associées à l'Assemblée générale ont été désignés parmi les membres des conseils et collèges communaux, proportionnellement à la composition de chacun desdits Conseil et que le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du Conseil communal ;

Considérant que l'article L1523-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dispose :

- que les délégués de chaque commune et, le cas échéant, de chaque province rapportent à l'Assemblée générale la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil ;
- qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux administrateurs et aux membres du collège visé à l'article L1523-24, l'absence de délibération communale ou provinciale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause.

Considérant les points portés à l'ordre du jour de la susdite Assemblée;

Considérant que le Conseil a reçu dans le délai statutaire la documentation relative aux points susmentionnés et a pu en prendre connaissance ;

Considérant que la commune souhaite, dans l'esprit du décret précité, jouer pleinement son rôle d'associé dans l'intercommunale;

Que dans cet esprit, il importe que le Conseil communal exprime sa position à l'égard des points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'approuver les points ci-après inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du 19 décembre 2016 de l'intercommunale SOFILUX et partant :

Point 1 – Plan stratégique 2017-2019

Point 2 – Nominations statutaires

De charger ses délégués de rapporter à ladite Assemblée la proportion des votes intervenus au sein du Conseil ;
De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.
Copie de la présente délibération sera transmise à l'intercommunale précitée;

31. Approbations de la Tutelle - Communications au Conseil communal

A la demande de la Tutelle le Conseil communal est informé que:

- la délibération du 5 septembre 2016 par laquelle le Conseil communal décide de fixer les **conditions de recrutement d'un(e) employé(e) d'administration à l'échelle D4 (service population)** a été approuvée par la Tutelle en date du 10 octobre 2016.

- la délibération du 03 octobre 2016 par laquelle le Conseil communal modifie le cadre du personnel ouvrier - Service Travaux/Patrimoine, arrête les **conditions de promotion à l'emploi d'ouvrier qualifié pour le service travaux et fixe les conditions de recrutement pour le même grade** a été approuvée en date du 08 novembre 2016.

A la demande de la Tutelle et conformément à l'article 4, alinéa 2 du Règlement général de la Comptabilité communale, le Conseil communal est informé que

- les **modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n°2** votées en séance du Conseil communal du 03 octobre 2016 ont été réformées en date du 15 novembre 2016.

Suivent les signatures :

POUR TRANSCRIPTION CONFORME :

Le Directeur général,

Jean-Paul LECARTE

Le Bourgmestre,

André BOUCHAT